

"L'anomalie française", dernier obstacle à l'hégémonie allemande, arrive à son terme

17 février 2014

Une vision de la France de François Hollande depuis l'Espagne



Manolo Monereo Pérez

Le 17 novembre 2013 Paul Krugman a tiré la sonnette d'alarme et dénoncé l'existence d'un « complot » contre la France. La raison : l'abaissement de la notation financière du pays gaulois par l'agence Standard & Poor.

D'une part, il prenait note de la campagne initiée par des grands média économiques internationaux, qui qualifiaient la France d'authentique « bombe à retardement », potentiellement plus grave que l'Espagne, la Grèce et le Portugal ; d'autre part, il analysait ses plus importantes variables macroéconomiques sans trouver aucune raison pour tant de pessimisme et d'inquiétude, surtout par rapport à d'autres pays du soi-disant « noyau » européen. Sa conclusion ne pouvait pas être plus directe : « La France a commis le péché impardonnable d'être financièrement responsable sans faire souffrir les pauvres et les indigents. Elle doit être punie ».

Deux mois plus tard, le célèbre prix Nobel d'économie revient sur le même sujet, cette fois avec un titre encore plus significatif : « [Scandal in France](#) ». Le centre de l'histoire : le changement radical de position du président Hollande vers des thèses néolibérales, la réduction de l'impôt des sociétés et des dépenses de l'État tout en revendiquant, ni plus ni moins, la fort connue loi de Say, « l'offre crée sa propre demande ». Il est probable que Marx et Keynes auront sursauté dans leurs tombes en se souvenant ironiquement que lorsque les théories des intellos coïncident avec les intérêts des tous puissants, elles perdent en échange la capacité d'analyse et de prévision.

Le vieux révolutionnaire ajouterait sans doute que le système continue de s'enfoncer dans des contradictions et que la crise ne va pas s'arrêter ; quant au libéral, il se demanderait encore une fois qu'est-ce qui devrait se produire pour que les économistes et les politiques de droite prennent vraiment leçon du passé et cessent de mettre en danger le bien-être des gens et, surtout, la viabilité du capitalisme lui-même.

Il faut cependant nier l'affirmation que Krugman fait sur Hollande, car le président français n'a pas changé de position : maintenant il est simplement en mesure de rendre public son « agenda caché ». Chez nous, en Espagne, le PSOE a beaucoup parlé ces dernières années de « l'agenda caché » du Parti Populaire en attirant l'attention sur la duplicité et l'hypocrisie d'une droite qui dit une chose en tant qu'opposition et une autre radicalement différente quand elle devient gouvernement. Le programme réel caché des anciens sociaux-démocrates français et des conservateurs espagnols n'est nul autre que le réseau de pouvoir néolibéral institutionnalisé et garanti par l'Europe allemande de l'euro.

Lorsque le président français, encore en violation de ses promesses de campagne électorale, a approuvé le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne » il a sciemment accepté de s'attacher les pieds et les mains aux règles et objectifs qui accentuent les traits « ordolibéraux » du traité de Lisbonne et, de facto, font de celui-ci le vrai programme-cadre de gouvernement, en France et dans tous les pays de la zone euro.

En juin dernier, avec sa clairvoyance habituelle, l'historien marxiste anglais Perry Anderson avait averti vers où se dirigeait vraiment le gouvernement français. Le virage à droite étant d'ores et déjà sous-entendu, il avait ajouté deux appréciations qui ont un grand intérêt pour nous les Espagnols. La première, que les socialistes étaient beaucoup mieux préparés que la droite pour mettre en œuvre le programme néolibéral, car ils auraient en face moins d'opposition syndicale et pourraient toujours utiliser l'épouvantail du retour de la droite au pouvoir pour apaiser sa base sociale et électorale.

La deuxième appréciation était plus subtile : étant donné que les gouvernements – tous les gouvernements – mettent en œuvre des politiques particulièrement négatives pour les citoyens, ils ont besoin d'un « supplément idéologique » pour polariser le débat public et souligner les différences. Le supplément idéologique de Sarkozy ayant été « l'identité nationale », celui de Hollande est le « mariage pour tous ». En Espagne il paraît qu'il sera l'avortement.

Pour comprendre ce qui se passe et ce qui nous arrive il est essentiel de bien comprendre le rôle de l'UE dans le discours politique. L'Europe (confondue avec l'UE) est l'instrument, la justification et, finalement, la coercition nécessaire pour faire avancer le néolibéralisme dans tous et chacun des pays européens. Ce qui ne pourrait se faire sans grands conflits sociaux et politiques dans chacun des pays individuels, se fait dans toute l'Union sans nuire gravement à la gouvernance et à la stabilité du système.

Le dispositif européen est extrêmement efficace : il sert d'alibi (l'Europe l'a déjà décidé), de justification (on ne peut pas revenir en arrière dans le processus d'intégration européenne, qui est une bonne chose en soi-même) et de coercition (ne pas respecter les traités est se condamner à sortir de l'euro et de l'UE). La clé : déconnecter la souveraineté populaire des décisions importantes qui affectent les populations. Voici l'autre face du processus d'intégration : de façon consciente et planifiée on cède des parties vitales de la souveraineté de l'État à des instances non démocratiques, structurellement liées aux groupes de pouvoir économique, qui prennent des décisions obligatoires pour les États et les personnes. La Troïka n'est que cela : les directeurs généraux des pouvoirs économiques unifiés derrière l'État allemand.

Avec l'appui des employeurs et des institutions de l'Union, Hollande veut mettre fin à « l'anomalie française ». Ce que cela signifie est clair : mettre fin à un État fort, capable de contrôler le marché, de garantir les droits sociaux et d'assurer la citoyenneté pleine et intégrale. Au centre est la République, ses valeurs, ses institutions et, au-delà, la légitimité du système politique. Hollande fait face à un défi commun à tous les gouvernements de la zone euro : comment faire dans des conditions démocratiques que les populations acceptent la dégradation des services publics, la perte des droits syndicaux et du travail et la baisse substantielle des conditions de vie de la personne ?

D'un autre point de vue, on peut dire que la grande tâche des gouvernements de l'UE et ses institutions est de conspirer systématiquement contre leurs citoyens. Pour atteindre cet objectif il est essentiel d'établir une forte alliance entre le capitalisme monopoliste-financier, les pouvoirs des médias et la classe politique.

Dans ce contexte le rôle de l'Allemagne est une réalité qu'on ne peut pas oublier. On pourrait définir ce rôle comme suit : pour que l'État allemand puisse bâtir une hégémonie solide dans l'UE les autres États devraient devenir « moins États », c'est à dire, il doit y avoir un affaiblissement structurel des États-nations et de leurs instruments de régulation et contrôle. C'est là où apparaît la dimension géopolitique. La France est le seul pays qui est en mesure de s'opposer à la grande Allemagne et diriger les pays du Sud. La France républicaine, rebelle et nationale-populaire est encore la grande réserve spirituelle et matérielle de la démocratie plébéienne. Parler ici de Vichy, comme je l'ai fait tant de fois, est bien pertinent : à nouveau s'établit une alliance des pouvoirs économiques français et de l'État allemand pour mettre en échec le mouvement populaire et républicain qui existe vraiment à gauche. Hollande est au centre de cette alliance. Il ne faut pas s'étonner de sa politique étrangère agressive, de son étroit alignement avec les secteurs les plus durs de l'administration usaméricaine et sa subordination à l'État d'Israël.

Est-il si étrange que dans un contexte caractérisé par la construction de démocraties « limitées et oligarchiques » avec dégradation des conditions de vie et perte radicale des droits, la croissance de l'extrême droite et le populisme nationaliste de Marine Le Pen gagnent du terrain ?

Manolo Monereo Pérez

Source : <http://www.cuartopoder.es/tribuna/la-anomalia-francesa-ultimo-obstacul...>

Traduit par Manuel Talens pour *Tlaxcala* <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=11360>

»» http://www.tlaxcala-int.org/article.asp++cs_INTERRO++reference=11360